

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du **Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde**

**Pour nos emplois,
nos salaires,
nos droits**



**Construisons nos luttes
et un autre monde !**

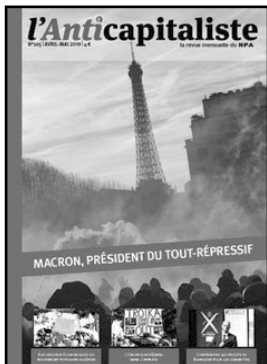
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

**Abonnez-vous,
abonnez vos amis !**

L'Anticapitaliste

Pour découvrir
notre presse, profitez de
notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS
D'HEBDO**
ainsi qu'un numéro cadeau
de notre revue mensuelle

Paielement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif « soutien » avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

SOMMAIRE

Edito

p.3

Dans la Santé

p.4-5

- Le 16 juin : une même colère des blouses blanches, bleues... et des autres
- Grève pour les salaires dans la Santé privée
- Interview de Gilbert, représentant Sud Santé sociaux au CHU...

Nos vies, pas leurs profits

p.6-9

- A la Monnaie comme ailleurs, non aux suppressions d'emplois !
- Licenciements, chantage à l'emploi, tout est bon pour la « relance »... des profits
- Réunion-débat : Face aux licenciements, « relocalisations » ou contrôle démocratique des travailleurs.
- Réorganisation à La Poste : ça s'accélère !
- CDC : Travail à domicile, attention !... Arme du patronat !
- Récit de vie d'éduc de rue lors du Covid
- Aérospatiale : un plan pour l'avenir... des profits !

Dans l'Education

p.10-11

- Contre la dégradation de l'éducation : faisons entendre nos exigences !
- Prof à 693 euros par mois ?
- Des vacances « apprenantes » qui ne résoudront pas les inégalités sociales
- 2S2C : le champ expérimental des nouvelles attaques de Blanquer

Contre le racisme...

p.12-13

- Vive la lutte contre le racisme et les violences policières
- Retour sur la mobilisation à Bordeaux...
- Une société à déboulonner...

Municipales

p.14-15

- Premiers conseils des élues NPA de la Rive droite de Bordeaux
- Les résultats du NPA aux municipales
- Le 28 juin à Bordeaux, votez pour un ouvrier anticapitaliste, votez Philippe Poutou

Zone libre de Cenon

p.16

- Pour des solutions pérennes de logement et la régularisation de toutes et tous

Pour nos emplois, nos salaires, nos droits Construisons nos luttes et un autre monde !

1 233 suppressions de postes annoncées ce 22 juin par Nokia France, soit 1/3 des effectifs d'Alcatel Lucent... 15 000 emplois supprimés (dont 4600 en France) chez Renault qui a bénéficié de 5 milliards de prêts garantis par l'Etat (sans compter les 463 suppressions chez Renault Trucks) ; 8 à 10 000 chez Air France qui lui a touché 7 milliards... 10 à 13 000 chez Airbus qui va lui aussi bénéficier des milliards du plan aéro du gouvernement (voir page 9), 2000 chez Alinea... et aussi Célio, BFMTV et bien d'autres... Chaque jour amène son lot d'annonces de suppressions d'emplois. Tous les secteurs sont impactés. Rien que dans l'automobile, ce sont 800 000 emplois qui risquent de disparaître dans les mois qui viennent !

Et cela sans compter les dizaines de milliers d'intérimaires dont les missions ne sont plus renouvelées, licenciés silencieusement. Pour le seul premier trimestre, le nombre de chômeurs officiellement enregistré a augmenté de 500 000 personnes.

L'argent magique arrose les licenciés

Jamais pourtant autant de milliards ont été distribués par les gouvernements aux multinationales, à la finance. Des sommes étourdissantes que Macron, Le Maire, Pénicaud ou Roux de Bézieux, patron du Medef, nous assurent qu'il va falloir « rembourser ». Car ce n'est pas aux multinationales et à leurs gros actionnaires, aux financiers que le gouvernement compte présenter la facture, mais aux travailleurs et aux jeunes générations ! Ils refusent d'augmenter les impôts des riches, ne cessent d'exonérer les patrons de cotisations sociales... mais viennent de prolonger de 9 ans l'impôt particulièrement injuste dit de « *remboursement de la dette sociale* » prélevé sur les salaires et les retraites !

Ils nous annoncent en boucle du sang et des larmes, ont balayé de la main la juste revendication des membres de la convention citoyenne sur le climat de baisser le temps de travail à 28h par semaine et, au contraire, répètent en boucle qu'il faut « *Travailler plus* » !

La farce du Ségur de la Santé et du « dialogue social »

Le 16 juin, des dizaines de milliers de salariés de la Santé, public et privé, mais aussi de l'interpro étaient dans la rue pour exiger

des moyens pour la santé. Des manifestations partout plus nombreuses qu'attendues, avec de nombreux jeunes dénonçant la précarité, les bas salaires, les conditions de travail inadmissibles, le manque de moyens dans les services publics... et le mépris crasseux des premiers de cordées, leurs médailles et leur défilé militaire ! Avec un même rejet des attermolements et de la farce du Ségur de la Santé présidé par Nicole Notat, championne du dialogue social.

Trois jours plus tard, après une nouvelle séance de « négociation », celle-ci sortait du chapeau de possibles « *revalorisations salariales* » pour les hospitaliers en juillet... non seulement sans aucun chiffre (!) mais qui ne seraient versées que beaucoup plus tard puisque le Parlement ne les voterait (peut-être) qu'à l'automne ! Une énième provocation qui ne peut que faire monter la colère... d'autant que le même texte prévoit des attaques bien concrètes telle que la fin du système de primes actuel pour le remplacer entre autres par un bonus annuel au mérite en fonction de « *l'évaluation professionnelle* »...

Nos luttes et notre propre organisation !

Les exigences des salarié.e.s de la santé sont claires : 300 euros d'augmentation de salaire pour tous, des embauches massives, le refus de toute augmentation du temps de travail, la fin des suppressions de lits et de services (qui continuent malgré le Covid).

Ces revendications rejoignent celles de l'ensemble du monde du travail, dans le public comme dans le privé. Elles portent l'exigence que l'argent et les richesses de la société soient contrôlés par les salariés, les classes populaires, et consacrés aux services publics, aux activités essentielles à la population, aux salaires, pensions, minima sociaux en assurant à tous un revenu digne et 300 euros d'augmentation immédiate. Personne ne doit perdre son emploi : il faut imposer le partage du temps de travail entre tous, sans perte de salaire.

Cela nous ne l'obtiendrons ni dans les salons gouvernementaux ni dans les « négociations » mais en prenant nos luttes et la société en main, nous, les prétendus « héros du quotidien » d'hier qui faisons tourner toute la société.

A nos camarades lecteurs et abonnés

Pendant le confinement, nous avons dû interrompre la publication papier de notre mensuel qui reprend avec ce numéro. Nous avons maintenu une publication militante par une lettre électronique hebdomadaire, dont vous pouvez retrouver tous les numéros ici : <http://www.npa33.org/index.php/archive-des-lettres-d-info>. Nous continuons sa publication, et vous pouvez vous y abonner sur la page d'accueil de notre site : www.npa33.org.

Pour les abonnés à notre publication papier : le montant de l'abonnement correspondant à l'envoi de 10 numéros, chacun recevra bien son dû... et nous vous invitons à faire lire et à proposer notre revue autour de vous !

16 juin : une même colère des blouses blanches, bleues... et des autres

Comme dans toutes les villes du pays, le 16 juin, nous étions très nombreuses et nombreux dans les rues de Bordeaux. Entre 7000 et 10 000. Un cortège compact et coloré, avec de très nombreuses pancartes et banderoles. Du slogan « Ni nonne, ni bonne, ni conne » des grèves de 1988 arboré par les jeunes générations, à la dénonciation de la précarité, des conditions de travail et de soin, du mépris du gouvernement, des institutions et des patrons du privé. Le rejet de la médaille décernée par leur « république » était décliné sur tous les tons et toutes les rimes...

Une manifestation à laquelle se sont joints nombre de militants de l'interpro et de salariés de boîtes diverses du public et du privé. Une journée qui a redonné confiance. Les organisations syndicales se sont félicité le soir même de ce succès... sans autre perspectives que de « faire pression » alors que la Ségur de la santé est une mascarade qui ne trompe personne... La CGT a annoncé une journée de mobilisation le 30 juin. Il est aussi question de profiter du 14 juillet, jour du défilé où Macron veut inviter des infirmières, pour se faire entendre... A suivre...

Grève pour les salaires dans la Santé privée

La journée de grève nationale du 16 juin pour les salaires et les conditions de travail a été très suivie dans les cliniques et Ehpad du privé : Clinique Bordeaux Nord, Rive Droite, Bel Air, St Augustin, Ehpad Colisée, Hôpital privé Bagatelle... Partout les revendications sont les mêmes et reprennent les revendications nationales : augmentations de salaire de 300 € pour tous et des postes supplémentaires.

« *Macron si tu savais ta médaille, ta médaille... Macron t'es foutu la santé est dans la rue...* », les slogans étaient repris d'un bout à l'autre de la manifestation dans tous les cortèges. Privé et public, cela fait des années que nous n'avons pas été augmentés de façon conséquente.

La colère, déjà grande, a été accentuée par la crise Covid durant laquelle nous avons continué à travailler dans des conditions parfois très difficiles. Les directions des cliniques ont profité de cette période pour vider les compteurs de récupérateurs des salariés, tenter d'imposer des jours de congés dans les établissements où l'activité a baissé. Ailleurs, dans les Ehpad ou les cliniques accueillant des patients ou résidents Covid, les salariés ont dû à l'inverse travailler parfois sans renfort, en faisant des heures supplémentaires.

Quelques exemples de mobilisations

A la clinique Tivoli, qui appartient au Groupe Saint Gatien, les salarié-es étaient

en grève les 16 et 17 juin pour des augmentations de salaire. Même si la direction a refusé d'aborder la question des salaires avant les Négociation annuelles obligatoires (NAO) de septembre et si les grévistes n'ont obtenu que la promesse de quelques postes, les collègues étaient fiers d'avoir marqué le coup. S'ils ont finalement repris le travail, RV est pris pour septembre !



A la clinique Bel Air (Groupe Bordeaux Nord) déjà le 11 juin, les salarié-es s'étaient mis en grève pour une augmentation de 150 € pour tous. C'est la clinique du Groupe où les salaires sont les plus bas. La direction ne proposait que 1,2 % d'augmentation avec une prime du pouvoir d'achat de 80 à 100 €. Une provocation ! Ils revendiquaient aussi le paiement à 100 % du chômage partiel pour raisons de santé ou de garde d'enfant, ce que la direction a refusé.

A la clinique Bordeaux Nord, les salarié-es exigent 60 € nets d'augmentation pour tous, soit 1 million en tout sur une année

complète, alors que la clinique a fait 1,5 million de bénéfices en 2019.

Pour la dernière réunion de NAO du 18 juin, 70 salarié-es ont débrayé à l'appel de la CGT : furieuse, la direction a annulé la dernière réunion... pour annoncer finalement 0,8 % d'augmentation et 300 € de prime exceptionnelle. Les grévistes étaient fiers là aussi d'avoir exprimé leur colère même si ça ne fait évidemment pas le compte !

Dans le privé, les directions invoquent toujours les mêmes raisons pour ne pas nous augmenter : la crise Covid, la baisse d'activité durant 3 mois... C'est toujours la même rengaine. Ce n'est jamais le moment ! Pourtant les établissements du privé ont reçu la garantie d'un financement par l'Etat à hauteur de l'activité 2019. Une enveloppe dite

« surcoût Covid » va aussi être allouée au titre des surcoûts générés dans les établissements qui ont accueilli des patients Covid.

La prime Covid annoncée pour les hôpitaux va aussi être octroyée aux salariés des établissements privés ayant accueilli des patients Covid comme à la clinique Bordeaux Nord : c'est l'Etat qui va payer, et cela ne coûtera pas un centime aux cliniques.

Ces mobilisations sont un début, un encouragement pour la suite...

Isabelle Larroquet

Interview de Gilbert

**représentant Sud Santé sociaux
au CHU, infirmier anesthésiste,
en marge de la manifestation du
16 juin à Bordeaux**

AK : Entre 7000 et 10000 personnes à Bordeaux ce 16 juin, cette première journée nationale de grève et de manifestation « post-déconfinement » est un vrai succès. Comment vois-tu ça ?

Gilbert : C'est vraiment une réussite, il y a des gens de partout, de l'hôpital et des cliniques privées, des Ehpad, des professions libérales mais aussi d'autres secteurs professionnels. Il y a même la population qui nous a applaudis le long du cortège, ça fait chaud au cœur et on sait que tout le monde est là pour la même chose.

Avec le Ségur de la Santé, commencé il y a plus de 3 semaines, le gouvernement essaie de nous endormir, de faire traîner en longueur avec une Nicole Notat qui n'a aucun moyen pour les hôpitaux. Mon syndicat a quitté cette mascarade et je pense que toutes les organisations devraient faire pareil, arrêter cette réunionite aigüe qui ne peut rien changer. C'est pour dire qu'on n'est pas dupe que nous sommes tous là aujourd'hui, que ce ne sont pas des médailles qu'on veut mais des moyens pour l'hôpital, du personnel supplémentaire, l'arrêt des fermetures de lits qui continuent et de vraies augmentations de salaire.

Il y a des choses qui sont en train de changer, c'est encourageant. Il faut arrêter d'avoir peur de revendiquer. Il faut faire respecter nos droits, oser se défendre. Dans les services, on voit bien que parfois c'est difficile car il y a les pressions de la direction, de l'encadrement, y compris parfois la répression contre des militant.e.s ou des collègues qui refusent ce qu'on voudrait leur imposer.

Il ne faut pas hésiter à s'adresser aux organisations syndicales qui peuvent aider à dénoncer, revendiquer, faire remonter les revendications dans les CHSCT et les instances

AK : Et en même temps, il y a une certaine méfiance qu'on peut comprendre vis-à-vis des syndicats et de la politique qu'ils ont menée depuis 30 ans, de ce « dialogue social » qui est un piège pour les militants syndicaux. On le voit avec le Ségur, il a débuté il y a trois semaines et l'intersyndicale a attendu aujourd'hui pour appeler à se mobiliser.

G : Tout à fait. Moi aussi j'ai été méfiant des organisations syndicales, je n'y suis pas rentré depuis très longtemps. Tout ce bla-bla des « négociations », c'est aussi pour ça que les gens n'y croient plus. Il faut que les militants syndicaux redonnent confiance, qu'ils remettent en cause leur politique en s'engageant auprès des collègues pour aider à porter les revendications. Il faut s'organiser, et pour ceux qui ont peur de rentrer dans un syndicat, ou qui ne souhaitent pas, il y a des collectifs, c'est chacun qui voit, mais il faut se regrouper pour porter nos revendications. Qu'importe le drapeau, le tout c'est de le faire avec de l'engagement.



AK : Le problème que se posent tous les militants, à l'hôpital comme ailleurs, c'est comment on construit la suite. Dans la manifestation on a vu beaucoup de jeunes, il y a une nouvelle génération combative qui se mobilise, qui dénonce en particulier la précarité.

G : Je voulais justement parler de cette jeune génération, par exemple avec l'ABC (Accueil de biologie centralisé) des laboratoires de Pellegrin : le service s'est déjà mobilisé et ils étaient là aujourd'hui. Ce service fonctionne avec 26 CDD pour une dizaine d'embauchés, certains CDD sont là depuis 27 mois, c'est inadmissible qu'ils ne soient pas titularisés ! C'est eux qui réceptionnent, entre autres, les prélèvements Covid et ils n'ont pourtant droit qu'à la prime minimale de 500 euros. Ils sont venus nous voir et on les a encouragés. On les a invités à venir prendre la parole eux-mêmes au CHSCT pour dénoncer leur situation. Ce qu'on demande avec eux, c'est la fin de leur précarité, des conditions de travail correctes (ils n'avaient même pas de masques adaptés), et la prime au taux maximum de 1500 euros.

Il y a de la colère à l'hôpital. Il faut que les organisations syndicales arrêtent de mener des petits combats chacun dans son coin, il faut qu'on se réunisse, qu'on groupe les forces, c'est quand on est ensemble qu'on pèse. Et il faut appeler les collègues à prendre les choses en main. C'est comme ça qu'on pourra avancer.

Propos recueillis par Isabelle Ufferte

Nos vies, pas leurs profits

A la Monnaie comme ailleurs, non aux suppressions d'emplois !

Sitôt la sortie du confinement le 11 mai, la direction de la Monnaie de Pessac s'est dépêchée de présenter son plan dit « stratégique », qu'elle prépare depuis plus d'un an, le 3^{ème} depuis 2007. Une fois encore, ce plan met en avant la diminution de la commande de pièces de monnaie par l'Etat, qui préfère promouvoir la monnaie électronique... Mais en fait, les commandes continuent de se maintenir malgré tous les discours alarmistes. Sans compter qu'une usine de métallurgie comme la Monnaie pourrait fabriquer bien d'autres choses utiles à la collectivité.

En fait, le plus gros déficit vient du projet pharaonique sur le site parisien en face du Louvre, mené par l'ancien PDG devenu... directeur général du Medef ! Des millions ont été dépensés pour que la Monnaie devienne une entreprise du luxe, avec expositions d'art contemporain et restaurant gastronomique... Au final, c'est un vrai fiasco, mais il est hors de question que les salariés paient la facture.

Le nouveau plan prévoit la suppression de 60 à 70 postes sur 3 ans sur les établissements de Pessac et Paris. Cela signifie moins de directeurs ? Moins de hauts cadres qui sont pourtant nombreux sur près de 455 salariés embauchés ? Eh bien non, ce sont les ouvriers qui sont encore trop nombreux, les mêmes qui ont subi les suppressions de postes ces dernières années !

Ainsi, pour la direction, il y a trop de maintenanciers sur les machines et trop d'ouvriers de production puisqu'elle trouve que le taux d'intérimaires n'est pas assez élevé. Bref, à l'écouter, il faut supprimer des postes pour les remplacer par des précaires... sachant que dans certains ateliers, les intérimaires sont bien plus nombreux que les embauchés.

Lors du CSE extraordinaire consacré au plan, tous les élus ont voté contre, aussi bien du collège ouvrier que cadre. Dans les ateliers, comme lors de l'AG organisée sur l'usine de Pessac par la CGT, les collègues refusent le baratin du PDG, son discours sur les « efforts », ses « Merci » derrière lesquels nous voyons tous les sales coups qui se préparent.

Cela n'a d'ailleurs pas entraîné puisque celui-ci vient tout juste d'essayer de licencier une collègue pour inaptitude en se cachant derrière l'avis du médecin. Cela a créé une réelle colère parmi les collègues comme au sein du syndicat, tous bien conscients que la seule chose qui guide le PDG, ce sont les suppressions de postes. Ces réactions de solidarité ont en tout cas permis d'imposer un premier recul à la direction qui vient d'annuler ce point du prochain CSE... A suivre.

Laurent Delage

Licenciements, chantage à l'emploi, tout est bon pour la « relance »... des profits

Alors que le chômage s'envole avec la suppression de 800 000 emplois dans les prochains mois d'après Le Maire, la réponse de Macron est toute trouvée : il faudra « travailler et produire davantage » ! Aux patrons, les 500 milliards mis sur la table par le gouvernement avec les aides, le paiement des salaires par le chômage partiel, les crédits avec garantie de l'Etat qui ne seront sûrement jamais remboursés. Aux travailleurs, l'augmen-

pas licencier ou moins que prévu ! A Ryanair, la direction veut imposer des baisses de salaires de 10 % pour les stewards et hôtesses et 20 % pour les pilotes, plutôt que le licenciement de 20 % de son personnel en France.

A Derichebourg Blagnac, la direction a laissé le choix à ses salariés : un PSE ou... un PSE ! En effet, s'ils n'acceptaient pas un accord visant à casser leurs acquis, la direction mettait en place un PSE visant 700 salariés dès juin. S'ils l'acceptaient, le PSE serait maintenu, mais repoussé à septembre avec possibilité qu'il touche moins de salarié. Cette même direction qui fin mars avait déjà tenté d'imposer la reprise du travail le couteau sous la gorge en expliquant que les gens devaient choisir de quoi ils voulaient mourir « de faim ou du virus ». Les travailleurs sont alors rentrés en grève ce 12 juin et ont organisé un rassemblement réunissant plus de 300 personnes, salariés et soutiens pour organiser au sein d'une assemblée générale les suites de leur mobilisation. Ils ont fait une semaine de grève dure et en devant se confronter à un faux allié dans leur lutte, la direction de FO qui a signé l'accord. Les salariés de Derichebourg ont raison, pas question d'accepter ce chantage à l'emploi de la direction pour abaisser les salaires et au final licencier comme bon lui semble. Face au gouvernement et au patronat qui veulent généraliser cette politique à tous les secteurs, tissons les liens et les solidarités pour riposter tous ensemble.

Laurent et Sacha



tation du temps de travail, la remise en cause des 35h déjà bien attaquées, la baisse des salaires... La politique de Macron, c'est « le monde d'avant » en pire ! Avec les annonces de plans de licenciements dans l'automobile, l'aéronautique, l'habillement, la restauration... les chantages à l'emploi se multiplient grâce aux « accords de performance collective ». Cette nouveauté des ordonnances Macron sur le droit du travail leur permet de baisser les salaires, supprimer des primes ou congés, augmenter la durée du travail en échange de « l'engagement » du patron à ne

Nos vies, pas leurs profits

Réunion débat du NPA33, samedi 27 juin 17h30, en visio

Face aux licenciements, « relocalisations » ou contrôle démocratique des travailleurs

La crise sanitaire du Covid a accéléré la récession annoncée comme la plus grave depuis 150 ans. En France comme partout dans le monde, le chômage s'envole et les plans de licenciements se multiplient, alors même que les Etats, les banques centrales, mettent des milliards sur la table à travers leurs plans de « relance » des profits.

Pour justifier leur politique, le gouvernement mène campagne sur les « relocalisations », la « souveraineté nationale » et le protectionnisme. En visite sur un site de Sanofi récemment,

Macron a déclaré « *L'avenir de la France n'est pas dans la fin des usines* »... Façon de poursuivre sa politique du « *travailler et produire davantage* » contre l'ensemble du monde du travail.

Mais cette question des relocalisations revient aussi aujourd'hui dans les revendications de syndicats, associations, comme le collectif « *Plus jamais ça* », qui la reprennent comme si c'était une perspective, affirmant qu'elles permettraient « *d'enclencher une transition écologique et sociale des activités* ».

Face à la montée du chômage, que représentent ces « relocalisations » ? Quelle politique face aux plans de licenciements, au chantage à l'emploi, à la précarité généralisée ? Alors que la société capitaliste nous mène à la catastrophe, quelle politique pour le monde du travail : « relocaliser » face aux multinationales, ou en prendre le contrôle démocratique par en-bas en réorganisant les échanges ?

**DES CADEAUX POUR CEUX D'EN HAUT,
DES COUPS BAS POUR CEUX D'EN BAS ?**



**INTERDICTION DES
LICENCIEMENTS ET
DES SUPPRESSIONS
D'EMPLOIS**

NPA • NPA2009.ORG

Pour participer à la réunion débat en visio :

<https://meet.jit.si/npa33-reudebat-27-06-20>

Par smartphone, nom de la réunion :

npa33-reudebat-27-06-20

Direct et replay : <https://youtu.be/qzuxokOMwKY>

Réorganisation nationale à La Poste : Ça s'accélère !

La Poste, comme bien d'autres boîtes, profite de l'épidémie pour faire des économies alors même que les commandes de colis ont explosé. Partout de nouvelles organisations du travail « spécial Covid » ont été mises en place... officiellement temporairement.

Dans le lot de ces « nouvelles organisations » : suppression du travail le samedi, nouveaux horaires, baisse d'effectif avec la diminution de contrats intérimaires et CDD, suppression des lignes « express » qui assuraient la livraison du courrier le lendemain en dehors de la région...

Pour les facteurs c'est la pause « méridienne » qui est imposée partout. Et La Poste ne remplacera pas les agents qui partent à la retraite jusqu'à nouvel ordre. La boîte a comme volonté d'accélérer la réduction des effectifs, ce qui se traduirait par une aggravation des conditions de travail.

A la Plateforme industrielle courrier (PIC) à Cestas

Comme partout à La Poste, à la PIC de Cestas, le travail ne s'est jamais interrompu pendant le Covid. Il y a seulement eu une réduction du nombre de jours travaillés.

En plus du risque de contamination, nous avons subi une charge de travail accrue à cause de la baisse d'effectif et du

fait de la concentration du travail sur quelques jours.

La fin du confinement n'a pas franchement amélioré les conditions de travail. De plus, bien des intérimaires ont subi de plein fouet la précarité car beaucoup n'ont plus, ou peu, de missions à la PIC. Du coup on est moins nombreux en production et les agents enchaînent les positions physiques.

Peut-être par peur que la fatigue ne se transforme en colère, la direction nationale vient d'annoncer le versement d'une prime au rabais pour les postiers. 300 € pour les personnels ayant été présents les 11 semaines de confinement. Pour 8 semaines de présence, le « pactole » descend déjà à 150 €...

La période de l'épidémie n'a rien changé aux pratiques de la boîte. Depuis des années, La Poste prépare et accomplit une vaste restructuration avec notamment des baisses d'effectifs massives. Les organisations de travail pendant la période écoulée apparaissent comme un véritable test de longue durée à l'échelle nationale, une « opportunité » pour nos patrons.

Il n'y a aucune raison d'accepter le moindre recul sur les conditions de travail.

Correspondant

Nos vies, pas leurs profits

Caisse des dépôts et consignation

Travail à domicile, attention !... Arme du patronat !

Durant la crise sanitaire, bon nombre d'entreprises dont la Caisse des dépôts et Consignations (CDC) ont eu recours au travail à distance.

Et dans certains secteurs d'activité, la productivité n'a que faiblement été impactée par cette mise en place du télétravail. Ainsi, pour la CDC, les activités urgentes ont pu être assurées, telles que le versement des pensions de retraites qui est une des principales activités sur Bordeaux.

Avec le recul de quelques années de développement de ce mode de travail, il en ressort même globalement une productivité accrue... concomitante à la réduction constante des effectifs.

Les patrons ont également constaté qu'en généralisant le télétravail, non seulement des emplois productifs pouvaient être supprimés mais également des emplois dans les services de restauration, de nettoyage, services sociaux (service médical, permanence de comité d'entreprise, coopérative...). La tentation devient grande pour ces obsédés de la réduction de la masse salariale.

Après avoir nous avoir placés en « *Travail Obligatoire à Distance* » comme on le surnomme, la CDC, comme tous les patrons constate qu'en déplaçant la production chez le travailleur, elle peut réduire les frais immobiliers, factures de chauffage ou de climatisation, participations au transport ou à la restauration... au détriment du salarié qui n'obtient en retour que l'augmentation de ses dépenses et de sa charge de travail... qui revient insidieusement vers le travail à la tâche ! Quels avantages !!!

Cette exploitation des salariés n'est pas sans rappeler les débuts de l'industrialisation où les tisserands amenaient leurs produits finis aux patrons qui les payaient à la tâche.

De surcroît, la direction de la CDC ne donne maintenant, contrairement aux premières installations bien dotées, qu'une somme dérisoire pour équiper le bureau à domicile.

Dans l'optique des réductions de masse salariales et des fonctionnaires, le télétravail est une aubaine pour l'Etat et les patrons.

Pour la CDC, dont le déménagement de l'établissement bordelais est prévu pour 2022, l'addition pourrait-être lourde en terme d'emplois.

Par ailleurs, l'information pendant la période sanitaire est venue essentiellement de la direction (administrateur de son système d'information et à ce titre en capacité de limiter l'action syndicale au sein de son réseau). Se pose alors la ques-

tion de comment organiser les télétravailleurs isolés, moins informés, à qui la direction veut faire croire qu'ils bénéficient d'un avantage en travaillant chez eux, pour lutter pour la sauvegarde de l'emploi, de son salaire, de ses acquis sociaux ?

Si le COVID était imprévisible, le patronat comme les directeurs d'établissement publics ont immiscé habilement ce mode d'exploitation très défavorable pour nous. Nous voilà avertis, camarades, c'est sûr, le réveil sera salutaire !

Correspondants



Récit de vie d'éducs de

L'épisode dramatique lié à la crise du coronavirus a jeté une chape de plomb sur les quartiers dits sensibles. Le sentiment de relégation vécu par les habitants a bien évidemment été exacerbé dans ce contexte. Cette énième épreuve laissera à coup sûr une trace indélébile chez les gens victimes d'une politique inique depuis tant d'années.

Dans ces territoires, les travailleurs sociaux sont bien souvent les derniers interlocuteurs en lien avec une population fragilisée par un contexte socio-économique générateur d'exclusion.

Nous travaillons au quotidien auprès d'une tranche d'âge de jeunes de 11-25 ans. Cette catastrophe sanitaire a eu une incidence majeure pour nous éducateurs spécialisés. Majoritairement, les choix qui ont été faits par les décideurs nous

Aérospatiale : Un plan pour l'avenir... des profits !

Le 9 juin, Le Maire et 4 autres ministres détaillaient le plan d'aide aux industries de l'aérospatiale, plus précisément aux quatre multinationales Airbus, Safran, Thalès et Dassault qui le réclamaient depuis début mai. Avec un beau succès puisqu'elles ont eu 15 milliards alors qu'elles n'en demandaient que 10... Il est vrai qu'aux bénéficiaires de ce plan, il faut ajouter Air France, qui bénéficie de 7 milliards d'euros de prêts.

Le Maire a commencé le show en affirmant sans rigoler que ces 15 milliards étaient avant tout destinés à sauver les emplois. Cela alors que ces entreprises ont déjà annoncé de vastes réductions d'effectifs, ou tentent d'imposer des reculs sur les salaires, comme à Dérivebourg !

Ce plan, élaboré pendant des semaines par le gouvernement en collaboration étroite avec les dirigeants des quatre multinationales, n'a bien évidemment pas d'autre but que de sauvegarder les dividendes de leurs actionnaires.

Une partie de ces milliards sera consacrée à éviter la faillite des divers maillons des « chaînes de valeur », plusieurs milliers d'entreprises sous-traitantes, sans le travail desquels rien ne sortirait des ateliers des multinationales. Mais sauver ces entreprises, ça n'est pas sauver leurs emplois. Ce que Le Maire et ses amis patrons veulent éviter, c'est la « perte de compétence ». Pas question en particulier de « perdre » les « 35 000 ingénieurs de la filière », auxquels il faudrait ajouter toutes les « ressources humaines » indispensables au maintien d'une structure de production minimale sur laquelle pourra venir se greffer le travail intérimaire... si la demande l'exige. Pour maintenir en place ces « compétences » au moindre coût pour les actionnaires, le gouvernement va prolonger le financement du chômage partiel, y compris pour les hauts salaires. Quant aux intérimaires, ils sont déjà, par dizaines de milliers, dans les statistiques du chômage...

Des milliards iront aussi au financement, aux frais du contribuable, d'un plan de recherche-développement. Il s'agirait, entre autres, d'accélérer le développement d'un avion neutre en carbone, à l'horizon 2035. Cela devrait propulser « *la France, l'Europe, au premier rang* » dans le domaine de l'aviation « décarbonée » explique Le Maire... Derrière le bluff, la petite touche écologique et le cocorico minable, il y a le fait que l'Etat va prendre en charge la modernisation de l'appareil de production et la conception de nouveaux produits, pour permettre au secteur de l'aérospatiale de faire face à l'exacerbation de la concurrence qui résulte de la récession profonde dans laquelle est plongé le marché mondial. Cela concerne aussi la modernisation des entreprises sous-traitantes, qu'il faut aider à se « numériser », à s'équiper en robots...

Telle est la finalité du plan aéronautique : non seulement maintenir en place, avec l'argent public, la machine à profits, mais lui permettre en même temps de gagner en compétitivité... sur le dos des travailleurs et de la population.

Daniel Mimvielle



LA TRIBUNE
PARTAGEONS L'ÉCONOMIE

ECONOMIE BOURSE ENTREPRISES & FINANCE TECH VOS FINANCES IDÉES MÉTROPOLES CARRIÈRES

» Entreprises & Finance » Industrie » Aéronautique & Défense

Airbus va prendre des "décisions difficiles", "amères", "mais nécessaires pour protéger son avenir" (Guillaume Faury, CEO)

Par Fabrice Gliszczynski | 20/06/2020, 7:00 | 3639 mots

Samedi 20, à peine une semaine après l'annonce du plan, le patron d'Airbus prévenait ses salariés qu'ils devaient se préparer à des charettes de licenciements...

rue lors du COVID

ont donné le sentiment d'être nous-mêmes dans une position d'abandon. En effet, les directives insistaient sur le télétravail pour entrer en contact avec les gens. Nous avons perçu qu'elles étaient inadaptées. Les familles rencontrées habituellement ne disposent pas toutes des nouveaux moyens de communication numérique. Nous avons donc mesuré les limites d'une société se félicitant du télétravail avec toutes les conséquences qu'il entraînera, notamment autour du droit au travail.

Lorsque nous avons retrouvé le terrain, lors de la fin du confinement, les jeunes étaient massivement en bas de leur bâtiment. Ils ont dans la très large majorité été soucieux de ne pas transmettre le virus à leur famille. Certains portaient des masques alors qu'ils sont si souvent montrés du doigt par l'Etat. Il est bien plus facile de réprimer, d'uberiser cette jeunesse !

En effet, dans ces quartiers dans lesquels les jeunes et leurs familles résident, le sentiment de révolte est bien présent. Les manifestations actuelles liées à la mort de George Floyd et d'Adama Traoré sont révélatrices d'une tension sociale irrespirable vécue dans les banlieues. La répression sévit dans ces zones sensibles en permanence avec des contrôles abusifs et réguliers. Les jeunes en font les frais régulièrement.

Nous espérons que cette mobilisation porteuse d'espoir se poursuivra en permettant aux habitants de reprendre une part active aux mobilisations à venir. Car comme Kery James le dit dans son texte *Banlieusards* : « On n'est pas condamné à l'échec. Pour nous c'est dur, mais ça ne doit pas être un prétexte. Si le savoir est une arme, soyons armés. Car sans lui nous sommes désarmés ».

Correspondant éducateur de rue

Contre la dégradation de l'éducation : faisons entendre nos exigences !

Les portes des établissements se sont réouvertes progressivement sur une drôle de situation, des salles et des cours bien vides, des collègues et des jeunes qui ne font que se croiser dans le secondaire, des classes de primaire qui peinent à retrouver leurs élèves... Et ce n'est pas le diktat de Macron de rétablir l'obligation scolaire le 22 juin, à 15 jours de la sortie, qui va miraculeusement faire revenir ceux qui se sont éloignés de l'école... et ceux qui ont perdu confiance, vu les contradictions permanentes du pouvoir.

Au boulot, chacun fait face avec le sentiment de ne pas pouvoir faire son travail correctement. Tout est réuni pour que la colère déjà accumulée avant la crise sanitaire s'approfondisse et s'élargisse.

L'école mise à nu

Les trois mois que nous venons de vivre ont agi comme un puissant révélateur du recul du système éducatif, produit de dizaines d'années de politiques d'économies qui ont démantelé l'école.

L'insuffisance des locaux, comme le manque de profs, de personnels d'entretien, administratifs et de vie scolaire, sont patents à l'heure où il faudrait pouvoir accueillir moins d'élèves par classe, avec plus d'espace pour chacun. Et indépendamment des menaces d'épidémie, ce serait de toutes façons un minimum pour bien travailler.

Le confinement a mis en lumière davantage encore le manque de moyens matériels : la majorité des jeunes des classes populaires n'avaient pas à leur disposition

les outils informatiques et les connexions nécessaires pour travailler convenablement. Les inégalités sociales au sein de la jeunesse qui se répercutent tout au long de la scolarité sont apparues plus cinglantes encore.

Tout a été mis à nu pendant ces trois mois, et principalement l'inorganisation et l'incompétence de ceux qui nous dirigent. Ce qui a tenu dans le système éducatif n'est venu que de nous, les travailleurs de

MASTER CLASS «DÉZINGAGE DU SERVICE PUBLIC»



l'éducation : volontaires nombreux pour accueillir les enfants de soignants, profs qui ont assuré comme ils ont pu, personnels mis à rude épreuve pour le nettoyage et la désinfection, et tous ceux qui ont fait le boulot pour maintenir des liens avec les enfants et les familles.

Des questions qui restent brûlantes

A quelques jours des vacances d'été, aucun de ces problèmes n'est réglé et on peut s'attendre à une rentrée particulièrement difficile.

S'y ajouteront les conséquences des réformes en cours : dotations en horaire d'enseignement en baisse, postes supprimés, notamment avec la réforme du lycée et du lycée professionnel ; la précarité qui va encore être accrue ; la perte de leur travail pour de nombreux collègues remplaçants précaires ; le statut des AESH toujours maintenus dans la précarité et en nombre insuffisant. Et comme partout, les salaires gelés, des statuts attaqués...

Pour notre avenir, faire entendre nos exigences

Dans l'éducation aussi, nous avons besoin d'un vaste plan d'urgence : des augmentations de salaires pour tous de 300 € immédiatement ; l'arrêt des suppressions de postes et la titularisation de tous les précaires ; la construction d'établissements, d'installations sportives et culturelles publiques et des embauches massives pour accueillir correctement tous les enfants dans des classes à effectifs réduits.

Contre l'école de plus en plus inégalitaire qu'ils nous préparent avec d'un côté, un bon enseignement pour une élite et de l'autre une école de base réduite aux « *savoirs fondamentaux* » pour tous les autres, plus que jamais se pose le problème de lutter pour une école de l'émancipation, des échanges, des savoirs et des expérimentations collectives pour tous les enfants, une école d'esprits libres du XXI^{ème} siècle... qui ne pourra exister qu'en renversant cette société.

François Minvielle

Prof à 693 euros par mois ?

Le ministère a lancé une campagne de recrutement de profs, sans doute inquiet d'en manquer à la rentrée, le métier n'attirant plus, et sans doute aussi si l'épidémie reprenait.

En tout cas, durant le confinement, il a mis en ligne une campagne de préprofessionnalisation avec un clip très court invitant les étudiants de 2^{ème} année de licence enseignement à signer un contrat dans un établissement pour prendre des petits groupes 8 heures par semaine pour 693 € nets mensuels en même temps que leurs études, puis progressivement 963 € en 3^{ème} année pour finir par prendre des classes entières en école et collège pour 980 € en Master 1. Il y a même eu, le 8 juin, un post diffusé sur Konbini, un tabloïd créé par un ex conseiller à la communication de Sarkozy, qui révélait l'esprit de la campagne en disant en gros « *si tu ne veux pas travailler à Mc Do alors, deviens prof* ». Suite au tollé soulevé chez les enseignants, il a curieusement disparu...

Nous ne voulons pas de jeunes collègues corvéables à merci, payés moins de la moitié d'un salaire moyen de prof pour enseigner. Nous voulons qu'ils soient rémunérés durant leurs études, mais avec un vrai salaire.

Mónica Casanova

Des « vacances apprenantes » qui ne résoudront pas les inégalités sociales

Pas avare en belles formules creuses pour masquer la dégradation du système éducatif et l'explosion des inégalités, Blanquer a présenté début juin, son opération « *vacances apprenantes* » qui devrait se décliner en « *Ecole ouverte* », « *Ecole ouverte buissonnière* », « *Eté du Pro* » et « *Colos apprenantes* », dispositifs qui s'adressent en priorité aux enfants des quartiers populaires. Concrètement, l'Etat prévoit de mobiliser 200 millions d'euros dont 100 millions pour le plan Quartier été du ministère de la Ville... une misère par rapport au plan de relance économique !

Après avoir prétendu que l'Education nationale serait capable d'assurer la « *continuité pédagogique* » pendant le confinement, Blanquer a dû reconnaître un creusement des inégalités que le déconfinement n'a en rien résolu et que les vacances scolaires ne pourront qu'accentuer. Ce n'est pas nouveau, un jeune sur trois ne part pas en vacances. Ce taux double dans les quartiers populaires, et avec les effets du confinement et de la crise, la situation ne peut que s'aggraver cet été.

En réalité l'« *Ecole ouverte* » est un dispositif qui existe déjà et accueille, avec des enseignants volontaires, 70 000 jeunes chaque année, mais Blanquer voudrait faire passer ce chiffre à 400 000, en l'élargissant notamment aux lycées professionnels. « *L'Eté du pro* » cible en effet les élèves recalés en juin et devant repasser les examens en septembre avec surtout un objectif d'insertion professionnelle.

Blanquer compte sur les enseignants, les directeurs d'école et les chefs d'établissement pour vendre le dispositif aux parents

et les convaincre d'y envoyer leurs enfants... Mais il n'y a pas que les jeunes à trouver. L'Education Nationale a déjà du mal à trouver suffisamment d'enseignants l'été en temps normal. Là, il s'agit en un mois d'en trouver 5 fois plus pour atteindre l'objectif annoncé. En réalité, il est déjà prévu le recrutement de 10 000 animateurs dont les chefs d'établissement devront valider l'engagement... et qui devront probablement, pour une part, s'improviser enseignants.

La seule véritable nouveauté dans toutes ces annonces est le dispositif « *Colos apprenantes* » qui prévoit de soutenir les colonies de vacances s'engageant dans une « *scolarisation de leurs activités* » grâce à un financement de l'Etat (pour 80 % des dépenses) et des collectivités territoriales (pour 20 %)... Blanquer qui ne connaît que la fuite en avant, les décisions à l'emporte-pièce sans concertation, s'assoit ainsi sur plus d'un demi-siècle d'expérience d'éducation populaire qui a su développer d'autres modes éducatifs, d'autres formes d'apprentissages dans les colonies de vacances, tout autant nécessaires pour le développement des enfants que le cadre scolaire ou familial. Et il est surtout à craindre qu'à travers ces séjours labellisés soient favorisées des structures privées prêtes à fournir ce que veut le gouvernement pour obtenir les subventions au détriment du réseau d'éducation populaire déjà fragilisé ! Un avant-goût des menaces qui pèsent sur l'Education pour la rentrée !

Bruno Bajou

2S2C : le champ expérimental des nouvelles attaques de Blanquer

Un nouveau dispositif a vu le jour à la sortie du confinement : les 2S2C, pour Sport-Santé-Culture-Civisme. Les écoles ne pouvant absorber la totalité des élèves du fait de la distanciation, le périscolaire, c'est-à-dire les communes, ont été sollicitées pour prendre en charge une partie des élèves, avec des activités sportives et culturelles, sur le temps scolaire. Faisant de nécessité vertu, Blanquer a expliqué que « *nous avons à penser une place supplémentaire du sport et de la culture à l'école* ».

De dispositif temporaire, Blanquer voudrait bien pérenniser le système. « *Une contrainte forte peut nous amener à une évolution positive car on avait déjà l'objectif de développer la place du sport et de la culture. Ce qui préfigure cela c'est le 2S2C* ». Et Blanquer d'expliquer que nous avons à imaginer une « *école nouvelle* ».

Cette école nouvelle n'est pas une idée nouvelle. Le sport, les activités artistiques et culturelles pourraient être progressivement dévolus aux communes, recentrant l'école sur les fondamentaux « *lire, écrire, compter, vivre ensemble* », le minimum nécessaire aux enfants des classes populaires pour répondre aux besoins du marché du travail.

Ce serait une nouvelle étape dans l'aggravation des inégalités, de nombreuses communes n'ayant pas les moyens de mettre en

place des activités de qualité, comme on a déjà pu le constater sur les quelques communes qui ont mis en place le dispositif. Et un moyen de continuer à supprimer des postes d'EPS, d'Arts plastiques ou Musique, qui pour Blanquer, ne semblent pas avoir leur place dans l'école.

Blanquer continue d'avancer ses pions vers une école publique utilitaire, appauvrie, réduite au minimum d'enseignements, dégageant encore plus la possibilité pour les officines privées, de toutes sortes, de faire leur beurre sur le marché de l'éducation.

Christine Héraud

A lire aussi dans notre lettre électronique de la commission éducation du NPA 33 :

- Le « **prof bashing** » : le moyen d'expliquer pourquoi le Ministre n'a pas pu tenir ses promesses

- La « **fonction** » de direction, c'est toujours non !

Vous pouvez vous abonner et la retrouver ici :

<http://www.npa33.org/index.php/bulletins-en-archive/430-lettre-education-18-juin-2020>

Contre le racisme...

Vive la lutte contre le racisme et les violences policières !

Le mouvement Black Lives Matter a pris l'initiative du mouvement anti raciste après l'assassinat par la police de l'africain-américain George Floyd. Des émeutes éclatent dans la ville de Minneapolis puis les manifestations gagnent très vite les autres villes étatsuniennes et s'étendent dans de nombreux pays. En France, au même moment, l'impunité du policier américain fait écho à celle de ceux qui ont tué Adama Traoré il y a 4 ans en procédant de la même manière. Là où les médias et les gouvernements européens auraient voulu pointer du doigt le racisme de la police américaine en s'en délimitant, les manifestants et personnalité du mouvement anti raciste ont au contraire mis en avant la similitude entre le racisme de la police américaine et celui des polices française, anglaise, allemande, etc.

Aux USA, les populations d'origine africaine, latinos ou d'autres minorités se retrouvent concentrées dans des villes où elles subissent la pauvreté et le chômage massif, 40 millions en quelques semaines sans indemnités en cette période de COVID 19.



En France, dans des quartiers populaires où vivent une majorité de personnes racisées, le chômage avoisine les 45 % pour les moins de 25 ans et 40 % de la population de ces quartiers vit sous le seuil de pauvreté. Pourtant, on y retrouve beaucoup de travailleurs essentiels qui ont été les « héros » de ce confinement : éboueurs, enseignants, aides-soignantes, infirmières, caissières, etc. Ils ont affronté le Covid tous les jours mais au lieu d'être traités en héros, ce contexte n'a fait qu'amplifier la répression comme la misère sociale. Plus de 10 % des amendes et interpellations ont eu lieu dans le département populaire de Seine St Denis. Quant au nombre de morts par la police raciste s'il s'élève à un toutes les 33 heures aux Etats-Unis, la France en compte des dizaines chaque année.

Mais la haine raciale dont font preuve les policiers de ces pays nous renvoie nécessairement à leur passé colonialiste et leur présent impérialiste. Les Etats-Unis, comme la France, puissances impérialistes, ont fondé leur richesse et leur civilisation sur l'exploitation d'autres peuples après les avoir colonisés et déportés à leur convenance, un passé qu'ils n'entendent pas renier mais, au contraire, dont ils défendent l'héritage. Une discrimination d'autant plus importante pour les femmes racisées qui, elles, subissent en plus le système patriarcal et une dévalorisation, notamment salariale, supérieure. Un « ordre » bien utile au capitalisme en place qui n'a aucun intérêt à y remédier au vu des bénéfices que ces rapports entre groupes sociaux peuvent lui apporter dans son système concurrentiel, avec un chantage au chômage qui profite au patronat et qui lui permet de revenir sur les acquis des travailleurs.

Qu'il s'agisse d'une réforme portée par le gouvernement actuel comme l'a tenté Castaner en interdisant marginalement la clé d'étranglement avant de se dédire, ou en cherchant à sanctionner les individus qui feraient ouvertement preuve de

racisme ; ou qu'il s'agisse des réformes que porte notamment le parti démocrate aux Etats-Unis avec des revendications illusoire de désarmement ou de dissolution ponctuelle de la police, cela ne règle pas le problème du racisme. Le racisme de la police est celui de son Etat et de l'usage que celui-ci fait d'elle comme force de répression.

La police n'est pas réformable car sa création par et pour le système capitaliste comme régulateur de la société par la force n'est que le régulateur de l'exploitation de la majorité par la minorité, et sous la période impérialiste de l'exploitation accrue des peuples des pays pauvres. Mettre fin à ce racisme

structurel c'est mettre fin à la société qui l'engendre, par l'organisation de cette majorité, la classe ouvrière elle-même pour son émancipation et celle de chacune des couches socio-culturelles qui la forment. Elle est objectivement celle qui peut inverser la tendance, dans la période de lutte des classes intense qui s'annonce avec la crise sanitaire et la crise économique qui mettent en avant les contradictions du système capitaliste. Après la mobilisation des Gilets Jaunes, la lutte des classes s'intensifie avec les émeutes américaines ou les mobilisations dans les quartiers en France.

Alex Npa Jeunes

Contre le racisme...

Retour sur la mobilisation à Bordeaux

L'assassinat de George Floyd par la police américaine a ouvert une mobilisation dans de nombreux pays contre le racisme systémique et la répression policière. La France n'a pas échappé à cette vague de protestation. A Bordeaux, c'est une nouvelle génération qui commence à se politiser et à militer sur cette question centrale alors que l'autoritarisme s'accroît comme on a pu le voir pendant le confinement.

La jeunesse, racisée ou non, a montré sa colère et sa détermination dans les rues. Mercredi 10 juin, ce sont 4 collégien.nes de 15 ans, tou.te.s d'origine immigrée, qui ont organisé un rassemblement qui s'est transformé par la suite en manifestation « sauvage ». Ils et elles n'avaient alors jamais organisé de telle démonstration dans la rue et n'avaient quasi aucun lien avec le milieu militant local. Pourtant, 3500 de collégiens et lycéens ont répondu à l'appel, manifestant pour la première fois. Après une balade dans le triangle d'or bordelais aux cris de « *tout le monde déteste la police* », la manifestation a fini devant l'hôtel de police.

Quelques jours avant, le samedi 6 juin, une manifestation avait été appelée par une inter-organisation réunissant associations féministes, LGBTQ+ et antiracistes ainsi que des organisations politiques. Le NPA 33 était notamment signataire de cet appel

qui avait émergé après une assemblée générale organisée par le NPA Jeunes regroupant 200 personnes. Cette manifestation avait pour but d'organiser des prises de parole devant le consulat des USA pour dénoncer le racisme et les violences policières. Nous y avons aussi dénoncé l'impérialisme étatsunien et l'impérialisme français qui marchent main dans la main des deux côtés de l'Atlantique. Un premier succès, organisé en deux jours, plus de 2500 personnes ont répondu à l'appel.

D'autres rassemblements plus modestes ont également eu lieu, comme le rassemblement le mardi 9 à l'initiative de SOS Racisme et la manifestation de samedi 13 organisée par le CLAP 33.

Pour donner un prolongement à ce mouvement, aider la jeunesse à le construire, à porter sa révolte et à faire le lien entre les combats contre les oppressions et celui contre l'exploitation capitaliste, nous pensons qu'il faut agir pour construire un cadre le plus large possible qui puisse organiser des manifestations, rassemblements de façon unitaire et qui appelle clairement à rejoindre les autres mouvements sociaux en cours, comme celui, entre autres, des travailleur.se.s de la santé.

Sacha du NPA Jeunes

Une société à déboulonner...

Alors que des statues sont déboulonnées et taguées partout dans le monde, Colbert, le roi belge Léopold II, des présidents et généraux étatsuniens, et bien d'autres, Macron a tenu à affirmer la continuité de la domination de classe : « *la République n'effacera aucune trace ni aucun nom de son Histoire. La République ne déboulonnera pas de statue.* ».

A Bordeaux aussi, le passé colonial est présent à tous les coins de rue. Il y a quelques semaines, nous publions dans notre lettre électronique, un article à propos de la publication du *Guide du Bordeaux colonial*, dont voici quelques extraits :

Quai du Maroc, Cours de la Martinique, Rue Son-tay ou de Mazagran... les références aux territoires colonisés et aux batailles sont nombreuses. Il y a aussi ces rues qui glorifient ceux que l'Etat considère encore comme ses grands hommes, les dirigeants colonialistes de la 3ème République (Gambetta, Ferry, Thiers...), ou plus récemment, De Gaulle, au pouvoir lors de la répression en Algérie en 1945, l'organisateur de la Françafrique après les luttes d'indépendance. Mitterrand n'est pas oublié, ministre de l'intérieur en 1954 au début de la guerre d'Algérie, continua-

teur de la Françafrique après 1981, avec les opérations militaires au Tchad, le génocide au Rwanda...

Le guide rappelle que Chaban-Delmas a été ministre des armées en 57-58 (guerre d'Algérie, bombardements en Tunisie) et qu'il a été « *à l'origine de la création des Centres d'instruction à la pacification et à la contre-guérilla* ».



rilla (CIPCG), deux écoles de 'guerre psychologique'... et dont on sait qu'ils seront des centres de torture ».

Les généraux ayant commis les pires crimes contre les peuples sont honorés à Bordeaux comme dans toutes les villes, les Bugeaud, Gouraud, Mangin, Juin, Lyautey... ainsi que des universitaires théorisant le racisme, Ernest Renan, Paul Bert...

Particularité locale, nombre de lieux font référence aux familles de grands patrons, négociants, armateurs, planteurs, ayant fait fortune avec l'esclavage et le pillage colonial comme les Saige, Ravezies, Nairac, Lainé, Journu-Auber, Guestier, Balguerie-Stuttenberg... et tant d'autres.

Simple et riche de nombreux faits et citations, ce livre montre les multiples facettes de la domination coloniale, donnant la mesure du conditionnement idéologique imposé par les classes dominantes, qui allaient jusqu'à organiser des « *foires coloniales* » avec zoos humains sur la place des Quinconces jusque dans les années 1930.

Le guide aide à mesurer à quel point ces classes dominantes continuent à nous imposer encore aujourd'hui ces noms, glorifiant le pillage des peuples qui a été indissociable du développement du capitalisme et des Etats à leur service.

F.M

A lire : *Guide du Bordeaux colonial*, par Sortir du colonialisme Gironde - 10 € éditions Syllepses

L'article en entier : <http://www.npa33.org/index.php/les-articles/401-a-lire-guide-du-bordeaux-colonial>

Premiers conseils des élues NPA de la Rive droite de Bordeaux

Christine Héraud, avec 6,76 % des voix à Cenon et Mónica Casanova, 6,97 % à Lormont, avons été réélues pour un 4^{ème} mandat dans ces communes populaires de banlieue. Cela, le 15 mars, en pleine pandémie, avec 67% d'abstention, surtout dans les quartiers les plus pauvres, bien plus qu'habituellement (autour de 49%).

A Lormont, la majorité municipale sortante PS/PC/Verts s'était alliée avec LREM, une alliance entrevue dès l'été quand le maire socialiste a reçu Blanquer à Lormont sous les huées d'une centaine de profs dont, toutes les deux enseignantes, nous étions.

L'extrême droite y a perdu un siège au profit de la droite dont un de ses actuels élus est issu, un RN arrogant, faisant de la lutte contre « *les délinquants, la racaille* » sa différence politique, à la tête de liste parachutée proche des milieux néo-nazis, sous des airs très respectables.

Contre tout ce petit monde, lors des premiers conseils à huis clos, nous avons présenté nos candidatures à la fonction de maire dans des salles aseptisées, où personne ne voulait de débat public révélant la sidération des élu-es et leur incapacité à proposer une politique face à l'ampleur de la crise, sa gestion politique, plus globalement, la faillite du capitalisme.

Nous avons défendu, avec encore plus d'arguments qu'aux précédentes mandatures au vu des mois de luttes des Gilets jaunes, l'émergence d'assemblées de lutte et de collectifs contre la réforme des retraites et du Bac, « *une municipalité au service des mobilisations, des luttes des travailleurs et de l'intérêt collectif* ».

Nous avons voté contre le règlement intérieur et les attributions au maire lui confiant ainsi qu'à ses seuls adjoints, des pouvoirs démesurés avec des choix essentiels comme la décision d'emprunts ou les procédures judiciaires.

Nous nous sommes abstenues sur les indemnités aux élus attribuées à quelques adjoints et délégués de la majorité. L'absence de rémunération de tous les élus écarte de fait les salariés en activité ne disposant que d'un congé sans solde à la discrétion de l'employeur pour faire leur travail municipal, alors que d'autres (comme nos maires) cumulent postes et

indemnités au Département et à la Métropole, par ailleurs organes de cogestion historique en Gironde de la droite et de la gauche. Nous avons défendu des élu-es français-es ou étranger-es révocables à tout moment, payé-es le salaire d'un ouvrier, comme lors de la Commune de Paris.

Christine Héraud et Mónica Casanova

Retrouvez les interventions de nos camarades élues, textes et vidéos, sur <http://www.npa33.org>



Les résultats du NPA aux municipales

Notre dernier numéro étant sorti le 10 mars, nous n'avions pas eu l'occasion de présenter nos résultats aux élections municipales du 15 mars sur la métropole bordelaise, marquées par des taux d'abstention de 60 à 70%.

Blanquefort :

Liste *Blanquefort en luttés*,

conduite par Marie-Mathilde Brun, élue, 424 voix, 9,77 %

Cenon :

Liste *Anticapitalistes ! Pour les luttes des travailleurs et de la jeunesse !*

conduite par Christine Héraud, ré-élue (4^{ème} mandat), 276 voix, 6,79%

Lormont :

Liste *Anticapitaliste pour les luttes des travailleurs et de la jeunesse*,

conduite par Monica Casanova, ré-élue (4^{ème} mandat), 239 voix, 6,97 %

Mérignac :

Liste *Anticapitalistes ! Pour les luttes des travailleurs et des classes*

populaires, conduite par François Minvielle, 213 voix, 1,36%

Pessac :

Liste *Anticapitalistes ! Pour les luttes des travailleurs et les classes*

populaires, conduite par Isabelle Ufferte, 458 voix, 3,15%

Le 28 juin à Bordeaux, votez pour un ouvrier anticapitaliste, votez Philippe Poutou

Dimanche 28 juin, pour le 2^{ème} tour des municipales, les électeurs de Bordeaux pourront faire entendre leur colère. Ils pourront dire qu'ils ne comptent que sur nos mobilisations, nos luttes, pour changer la société.

Seule la prise en main de nos affaires par nous-mêmes, le contrôle des travailleurs sur l'économie pourra changer la donne. Les élections nous permettent de le dire.

Alors face aux candidats de l'ordre établi, votez pour un candidat ouvrier anticapitaliste !

Extrait de l'article écrit par Philippe Poutou et Béatrice Walylo pour l'hebdomadaire national :

Bordeaux : toujours en luttes

[...] Officiellement l'enjeu historique de cette élection, c'est la défaite possible de la droite après plus de 70 ans de domination. Les regards sont donc logiquement braqués sur cette «gauche» qui pourrait l'emporter. Il faut dire que le ras-le-bol et l'envie de changement sont bien là. Mais cette gauche bordelaise est si terne, ayant notamment cogéré la métropole avec Juppé pendant plusieurs années, que la motivation de beaucoup parmi les habitantEs bordelais, c'est d'abord la défaite des juppéistes (encore plus avec leur nouvel allié macronien) avant la victoire d'une gauche écologiste qui suscite en réalité peu d'espoir de changement.

Une volonté de nous «effacer»

Mais même si nous sommes mis dans la position de l'empêcheur de «libérer» Bordeaux de la droite, nous ne sommes pas si dénigrés que cela. Bien sûr, la liste EÉLV/PS attaque, en coulisses, sur les réseaux sociaux, certains nous qualifient de «traîtres», de diviseurs et de faire le jeu de la droite. Mais on ne plie pas, on ne se range pas derrière eux. Alors officiellement, ils préfèrent faire comme si nous n'étions pas là, parlant de deux choix politiques au deuxième tour. Nous critiquer, ce serait forcément débattre, assumer des positionnements, ce dont ils sont incapables.

Cette volonté de nous «effacer» traduit bien le mépris de ces politiciens de gauche qui se sentent les seuls légitimes à prendre les postes. Les militantEs contestataires que nous sommes, les habituéEs des manifestations et non pas des sa-

lons comme eux, appartenons à un autre monde que le leur. [...]

Nous voulons l'arrêt des politiques antisociales

Notre programme essaie de poser les problèmes politiques de fond. Si nous voulons changer les choses, remettre en cause la politique de la droite, politique au service de la bourgeoisie bordelaise, au service des capitalistes bordelais ou autres, il faut inévitablement dénoncer les politiques libérales, de marchandisation, de détournement des richesses vers les caisses des spéculateurs de l'immobilier et tant d'autres rapaces de la finance ou de l'industrie.

En clair, nous ne voulons pas seulement la défaite de la droite bordelaise, nous voulons l'arrêt des politiques antisociales, nous voulons le respect de nos vies, de nos droits, de notre environnement. Pour cela, les paroles, les promesses de campagne ne peuvent suffire, cela suppose se confronter au pouvoir des possédants, aux logiques économiques qui sont en place et à la vie politique telle qu'elle est organisée.

C'est pour cela que nous défendons une démocratie directe, une population qui prend ses affaires en main, la création d'outil de pouvoir de décision et de contrôle pour les habitantEs dans les quartiers, qui permette de redistribuer les richesses envers tout le monde. [...]

A retrouver en intégralité sur le site du NPA : <https://npa2009.org/actualite/politique/bordeaux-toujours-en-luttes>



La 12^{ème} université d'été du NPA
se tiendra du 23 au 26 août
au village-vacances Rives des Corbières
à Port-Leucate (66)

Renseignements et inscription : https://npa2009.org/sites/default/files/plaquette_ue_2020-web.pdf

Zone libre de Cenon : mobilisation contre l'expulsion des familles

Pour des solutions pérennes de relogement et la régularisation de toutes et tous



300 personnes dont 115 enfants qui ont trouvé refuge depuis novembre 2019 dans l'ancienne RPA Ramadier sont menacés d'expulsion, un commandement d'huissier leur a été remis mercredi 10 juin leur donnant 48 heures pour quitter les lieux. Lundi 15, l'huissier est revenu constater que les familles étaient toujours présentes sur le site. La préfète peut donc maintenant décider à tout moment l'intervention des forces de l'ordre pour l'expulsion du squat.

80 familles sont menacées d'être jetées à nouveau à la rue. C'est ce qui s'est passé l'été dernier, quand la préfète a expulsé et vidé plusieurs squats de la Métropole, sans aucune solution de relogement. Des centaines de personnes, avec ou sans papiers s'étaient retrouvées en partie à Bordeaux-Lac sous tentes ou sans toit dans la boue, sans eau ni toilettes. En novembre, après des mois de cette situation indigne et révoltante, certaines familles ont pu trouver refuge à Cenon, avec l'aide d'associations.

Rester sur la zone libre n'est pas une solution. Les conditions de vie et d'hygiène y restent très précaires. C'est un logement digne et pérenne qui est exigé, pour la sécurité des familles, permettre l'accès à la scolarité régulière des enfants et l'accès au travail. Beaucoup des personnes hébergées sur le squat sont en situation régulière ou en demande d'asile, en droit de par la loi d'obtenir un logement. Mais avec ou sans papier, le droit au logement pour une vie digne doit être un droit pour toutes et tous. Aujourd'hui, cette expulsion anéantirait tout le travail de suivi médical, de scolarisation, de régularisation entrepris grâce à l'énorme travail qui est fait au quotidien par les associations et les bénévoles qui y interviennent.

Jeudi soir, le rassemblement-AG de soutien appelé par les associations a été un franc succès. Entre 400 et 500 personnes s'y sont retrouvées, militants politiques (NPA,

PC, Verts, Ensemble, Cenon en commun (FI)...), syndicalistes (FSU, UD-CGT) et du mouvement social dont les nombreuses associations qui interviennent sur le squat. Il y a eu beaucoup de prises de paroles, principalement des partis et syndicats qui ont exprimé leur solidarité et proposé des démarches institutionnelles d'interpellation de la préfète et de la Métropole pour des relogements pérennes.

Intervenant en tant qu'élue NPA du conseil municipal de Cenon, j'ai défendu la réquisition des logements vides qui se comptent par dizaines de milliers sur la Métropole, la régularisation de toutes et tous les sans-papiers, et la nécessaire unité de notre classe, avec ou sans-papiers dans la lutte pour nos droits et pour un autre monde.

La lutte des travailleurs du squat est notre lutte, celle du monde du travail dans son ensemble, avec ou sans papier contre cette société d'exploitation, d'exclusion et de violence sociale. Et contre les politiques d'Etat qui maintiennent volontairement une partie des travailleurs-ses hors de tout droit, taillables et corvéables, pour nous diviser, faire pression sur les salaires et les conditions de travail, pour le plus grand profit du patronat.

La mobilisation a imposé un début de recul du propriétaire de la zone, le bailleur social Logévie et de la préfète : il n'y aurait pas d'intervention des forces de l'ordre avant des solutions de relogement pour toutes les familles. Mais on sait bien ce que valent leurs promesses et leurs solutions de relogement, bien souvent quelques jours à l'hôtel avant... le retour à la rue. Ils ne répondront qu'aux exigences de la lutte.

Les AG continuent sur la zone tous les jeudis soir à 18 h. Ouvertes à toutes celles et ceux qui veulent s'engager dans la solidarité et dans la lutte contre l'expulsion.

Christine Héraud